



OCHA

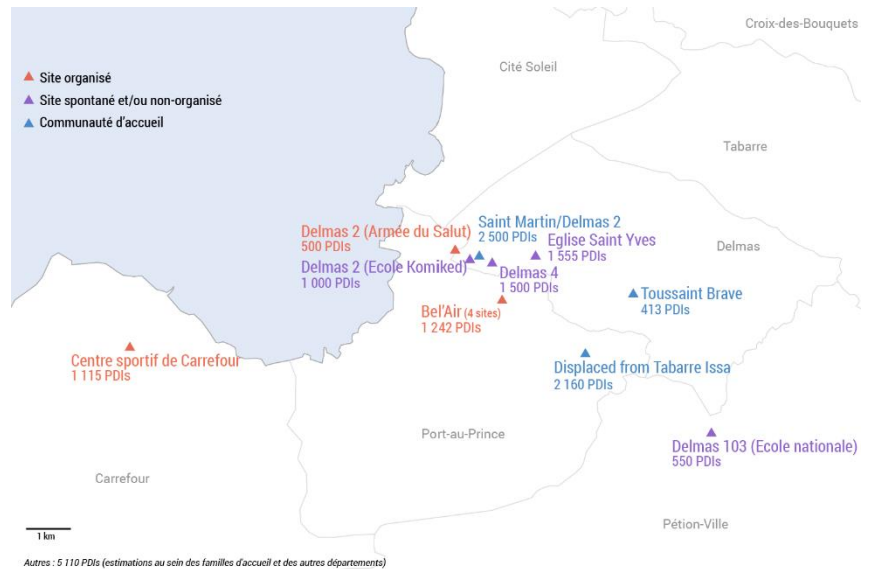
# HAÏTI : Déplacements dus à la violence des gangs à Port-au-Prince

## Rapport de situation No. 4 – en date du 1er Juillet 2021

Ce rapport est produit par OCHA en collaboration avec les partenaires. Il couvre la période du 23 juin au 1er juillet 2021 et se base sur les informations et données disponibles à ce jour. Le prochain rapport sera publié autour du 9 juillet.

### POINTS SAILLANTS

- L'élaboration d'une stratégie de relogement est urgente, car la majorité des personnes déplacées souhaitent être réinstallées en dehors de leur quartier d'origine.
- Répondre aux besoins essentiels des personnes déplacées sur les sites reste une priorité, notamment pour les plus vulnérables.
- Le centre d'urgence de MSF à Martissant est temporairement fermé après une attaque ciblée.
- La tempête tropicale Elsa menace Haïti, exposant potentiellement les personnes déjà déplacées et vulnérables aux impacts de tempête.



### CHIFFRES CLÉS

# 1,5M

personnes affectées

1,1M

Martissant, Bas-Delmas, Saint-Martin, Bel'Air, Cité Soleil

400K

dans les départements du sud du pays

# 1,1M

personnes dans le besoin d'assistance

14K

PDIs sur des sites organisés et spontanés depuis juin 2021

1,1M

personnes sans accès aux services essentiels à Martissant, Bas-Delmas, Saint Martin, Bel'Air, Cité Soleil

# 214K

personnes ciblées par une assistance d'urgence

4,5K

PDIs dans des sites organisés

2,5K

PDIs dans des sites spontanés

207K

personnes sans accès aux services essentiels à Martissant, Bas-Delmas, Saint Martin, Bel'Air, Cité Soleil areas

# 18,1K

personnes déplacés internes

Bel'Air: 1 242 (OIM, Aout 2020)

Tabarre Issa: 2 160 (OIM, Mar 2021)

Depuis Juin 2021 :

Toussaint Brave: 413 (OIM)

Carrefour (Centre Sportif): 855 (OIM)

Eglise St. Yves: 1 110 (OIM)

Delmas 103: 315 (OIM)

Delmas 2 (Armée du Salut): 500 (ac)

Delmas 2 (Ecole Komiked): 1 000 (ac)

Delmas 4: 1 500 (ac)

Saint Martin/Delmas 2: 2 500 (ac)<sup>1</sup>

Miragoâne: 32 (ac)

Personnes séparées de leurs familles: 940 (OIM)<sup>2</sup>

Autres : 5 110 (estimations au sein des familles d'accueil et des autres départements)  
Cité Soleil: 450 (ac)

<sup>1</sup> Environ 1 500 PDIs identifiées dans un site spontané à Delmas 4 le 29 juin (à confirmer) ont été déduites des 4 000 PDIs dans les communautés d'accueil à Delmas 2.

<sup>2</sup>Ce chiffre représente le nombre total de personnes qui ont été séparées de leurs familles et qui séjournent dans l'un des sites de déplacement sans elles. Ces personnes ne se trouvent pas actuellement sur l'un des sites.

## APERÇU DE LA SITUATION

Entre le 22 et le 29 juin, les affrontements entre gangs rivaux dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince se sont poursuivis sans discontinuer. Selon les témoignages des populations locales et les rapports préliminaires des organisations de défense des droits de l'homme, une situation sans précédent se déroule actuellement dans les quartiers métropolitains de Martissant, Bas-Delmas, Cité Soleil et Croix-des-Bouquets, surtout si l'on considère le mouvement rapide de milliers de personnes déplacées. L'escalade de la violence se poursuit sur une base presque quotidienne et devrait durer un certain temps, ce qui pourrait déclencher un plus grand nombre de déplacements et de besoins humanitaires.

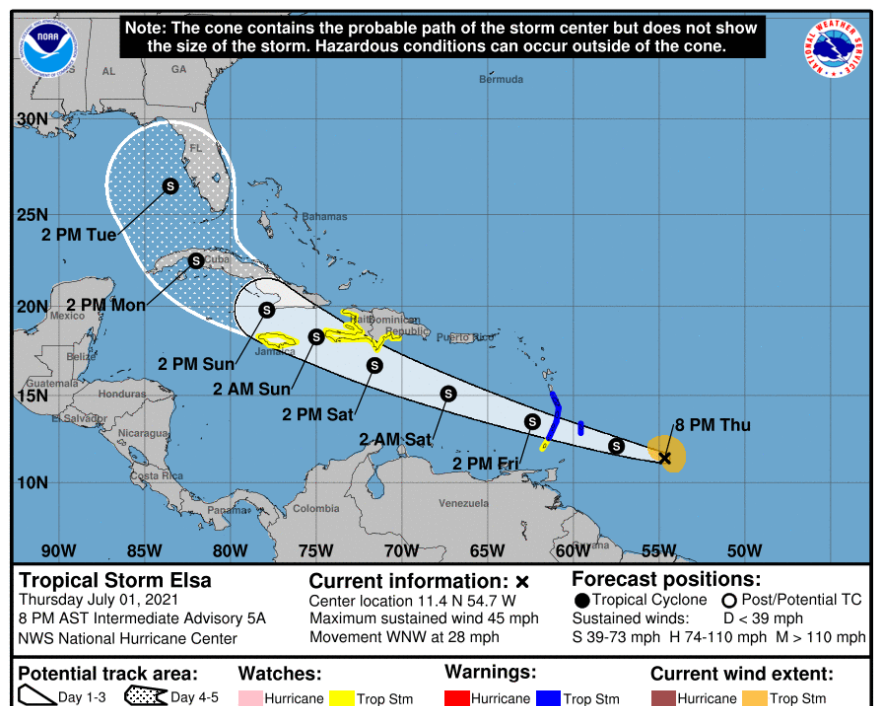
Le 21 juin, alors que la violence s'intensifiait à Martissant, des membres de gangs ont tué quatre personnes, en ont blessé deux autres et ont attaqué des conducteurs et des piétons se dirigeant vers les communes de Port-au-Prince et de Carrefour. Le 25 juin, des affrontements ont éclaté à Cité Soleil. Plusieurs blessés et le décès d'une fillette de deux ans et de 10 membres de gangs ont été signalés. En conséquence, un nombre indéterminé de personnes supplémentaires viennent des déplacées internes, forcés de fuir la zone pour trouver refuge ailleurs. Les blessés ont été évacués vers l'hôpital de Médecins Sans Frontières (MSF) France à Drouillard, au péril de la sécurité du personnel d'intervention. Une douzaine de familles ont été contraintes de fuir vers Canaan.

Le lendemain, le 26 juin, des membres de gangs ont brûlé 12 véhicules et tué un homme lors d'affrontements à Croix-des-Bouquets. Les gangs ont délibérément ciblé les membres de la communauté en représailles aux pertes subies dans leurs rangs.

Le même après-midi, le centre d'urgence de MSF Belgique à Martissant a été la cible d'une attaque armée. Aucun blessé n'a été signalé, mais MSF a décidé d'évacuer son personnel et ses patients. Le 27 juin, MSF a annoncé la fermeture temporaire du centre pour une semaine et la suspension de ses services ambulanciers, la sécurité du personnel et des patients ne pouvant être garantie. Avant même l'attaque, le personnel du centre d'urgence de MSF a rencontré des difficultés pour atteindre son lieu de travail. Depuis le début des affrontements, seules les ambulances MSF ont été autorisées à circuler, avec prudence, afin de transférer les patients dans la partie sud de la ville. Ni le Centre ambulancier national (CAN), ni la Croix-Rouge haïtienne n'ont osé s'aventurer dans ces quartiers.

Le gouvernement a mis en place une « Task Force » pour gérer la situation actuelle de déplacement de population. Pour assurer la cohérence et la coordination entre tous les acteurs impliqués, le Coordinateur humanitaire, OCHA et l'OIM ont tenu une réunion avec cette Task Force le 29 juin, où les mécanismes de coordination, la réponse aux besoins urgents et la relocalisation des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) ont été discutés. Il a été convenu que la Task Force et les acteurs clés continueront à se réunir régulièrement pour coordonner les activités et discuter de l'évolution de la situation. L'une des priorités de la Task Force est de trouver des ressources dès que possible pour reloger les PDI des différents sites.

En plus de la situation déjà complexe de violence et d'insécurité permanentes, d'un pic de cas et de décès dus au COVID-19 et d'une instabilité politique prolongée, les prévisions du US National Hurricane Center montrent que la tempête tropicale Elsa pourrait potentiellement frapper Haïti entre le 3 et le 4 juillet.



## CONSÉQUENCES HUMANITAIRES ET DÉFIS

### Déplacements

En l'espace de quatre semaines, 14 700 personnes ont été déplacées en raison de la flambée de violence actuelle, soit plus de 80 % des 18 100 déplacements totaux provoqués par la crise actuelle, ce qui indique que la violence et l'insécurité s'aggravent. Alors que quelque 5 300 PDI ont trouvé refuge dans sept sites différents (cinq organisés et deux spontanés), environ 9 000 autres ont cherché un abri dans des familles d'accueil.

Selon les données recueillies par la Matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix - DTM) de l'OIM sur trois sites (le centre sportif de Carrefour, l'église St Yves et Delmas 103), 6 déplacés internes sur 10 sont des femmes ou des filles, avec un nombre particulièrement élevé de femmes et de filles enregistrées au centre sportif de Carrefour et à l'église St Yves.

Plus de 15 % des PDI sont des personnes âgées (plus de 60 ans) et des personnes handicapées. À Delmas 103, plus de la moitié des personnes déplacées (52 %) souffrent d'une forme de handicap. Outre les très mauvaises conditions de vie, ce site de déplacement doit faire face à des défis particuliers pour répondre aux besoins spécifiques des personnes handicapées.

Un grand nombre d'enfants de moins de 5 ans sont hébergés au centre sportif Carrefour et à Delmas 103. Globalement, 1 personne déplacée sur 5 est un enfant de moins de 5 ans. En tant que telle, la population déplacée sur le site de Carrefour est vulnérable en raison de la forte représentation des femmes et des enfants affectés, tandis que Delmas 103 a un pourcentage très élevé (23 %) d'enfants de moins de 5 ans. (Pour plus de détails, veuillez consulter les résultats du DTM sur ce lien).

Depuis la publication du dernier rapport de situation le 22 juin, il n'y a pas eu de changements majeurs en ce qui concerne les déplacements de population. Au 1er juillet, 1,5 million de personnes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et du département du Sud ont été affectées par la crise en cours. Le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire immédiate et d'une protection s'élève à 1,1 million, dont 214 000 sont ciblées par l'aide humanitaire.

### Défis

La violence actuelle continue d'entraver l'accès humanitaire aux groupes les plus vulnérables, laissant des milliers de personnes touchées avec peu ou pas d'assistance. Une augmentation des demandes de vols du Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a été observée, avec une hausse de 47 % du nombre de vols UNHAS enregistrés entre mai et juin, qui reste l'un des rares moyens d'acheminer efficacement l'aide dans la partie sud du pays.

Les efforts inlassables des acteurs locaux, dont l'organisation confessionnelle World Renew et l'Organisation des Cœurs pour le Changement des Enfants Pauvres d'Haïti (OCCED'H), ont permis de fournir un minimum d'assistance (nourriture, kits d'hygiène) aux nombreuses familles déplacées vivant dans la zone de Bas-Delmas, sur les sites de l'école Komiked et de Delmas 4. Le 29 juin, la Croix-Rouge haïtienne a également pu effectuer une mission d'évaluation sur le site de l'Armée du Salut. Cependant, ces initiatives sont menées avec beaucoup de prudence car la zone est toujours en proie à l'insécurité.

Les affrontements se poursuivant, de nouveaux déplacements sont à prévoir. En raison de l'accès limité, il est difficile de surveiller le déplacement des personnes et leurs besoins humanitaires et de protection. Si des efforts ont été faits pour mettre en place des mécanismes de coordination et de gestion des camps (CCCM), la capacité limitée des ressources humaines continue d'entraver les efforts visant à renforcer la coordination sur tous les sites et à suivre efficacement les mouvements de population. Comme l'a confirmé le maire de Carrefour lors d'une visite sur place le 1er juillet, de solides mécanismes de coordination sur place sont absolument essentiels pour fournir l'assistance nécessaire.

Les impacts potentiels de la tempête tropicale Elsa pourraient mettre davantage à l'épreuve les capacités de réponse déjà très sollicitées sur le terrain. On s'attend à ce que de fortes pluies atteignent la partie sud du pays pendant le week-end du 3-4 juillet, ce qui pourrait provoquer des inondations localisées, des glissements de terrain et des dommages aux infrastructures. Les partenaires humanitaires doivent donc s'assurer que leurs stocks d'urgence, partiellement utilisés pour apporter un soutien aux personnes déplacées, sont réapprovisionnés au cas où une catastrophe due à un risque naturel se produirait dans les semaines ou les mois à venir.

### Impact sur les autres activités humanitaires

La situation actuelle a eu un impact significatif sur la mise en œuvre efficace des activités de développement et humanitaires à travers le pays, créant des retards dans la livraison de l'aide indispensable. Les distributions d'argent dans les départements de l'Ouest, des Nippes et de la Grand 'Anse ont été retardées ou annulées, affectant 30 570

bénéficiaires. En outre, le blocage de la route nationale numéro 2 continue d'affecter le transport de nourriture vers les départements de la Grand 'Anse, du Sud, des Nippes et du Sud-Est.

Les partenaires humanitaires signalent des problèmes, notamment des barrages routiers ou un transport maritime limité, qui entravent leur capacité à opérer normalement. Les difficultés d'accès continuent d'entraîner des retards dans la distribution d'articles non alimentaires (ANA) dans les départements du Sud et dans la mise en œuvre des programmes humanitaires et de protection dans les zones de conflit, comme les activités d'éducation à Bas-Delmas. Afin de surmonter ces obstacles, les partenaires développent des solutions alternatives, telles qu'une application mobile de soutien psychosocial, pour atteindre les personnes dans le besoin.

### **Impact sur les services de base et l'économie**

L'insécurité accrue entraîne des retards importants dans l'approvisionnement en carburant de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et d'autres parties du pays, ce qui a des conséquences multiples sur les différents aspects de la vie économique et sociale. Par exemple, cela limite la disponibilité de l'électricité et le fonctionnement des générateurs dans les hôpitaux.

Les pillages généralisés et les goulets d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement causés par la pénurie de carburant, ainsi que l'arrêt des activités de nombreux camions commerciaux à titre préventif, ont entraîné une hausse des prix des aliments de base. Les dernières estimations montrent qu'en mai, le coût du panier alimentaire avait augmenté de 13 % par rapport à février.

En outre, la montée de la violence est susceptible de détériorer le classement d'Haïti dans les classements internationaux de compétitivité et de perpétuer davantage la chute prolongée des investissements directs étrangers, qui ont diminué de plus de 70 % entre 2018 et 2020, passant de 105 millions de dollars US à 30 millions de dollars US en seulement deux ans. Cela aurait un impact négatif sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, diminuant encore la possibilité d'atténuer la situation humanitaire et socio-économique déjà catastrophique à laquelle est confronté le peuple haïtien.

## **BESOINS HUMANITAIRES**

Malgré les efforts continus des partenaires, les sites de déplacement, tels que l'église St Yves ou Delmas 103, qui accueillent des familles avec des personnes vivant avec un handicap, ne disposent pas des aménagements et des services appropriés pour aider les personnes affectées. Les conditions d'hygiène et de protection dans ces abris sont épouvantables, ce qui suscite de vives inquiétudes dans un contexte d'augmentation des cas de COVID-19 et de risques croissants pour la protection des groupes vulnérables, notamment les femmes et les filles.

Les besoins prioritaires dans les sites de déplacement incluent le nettoyage et l'organisation des espaces ainsi que la distribution de vêtements, de kits d'hygiène et d'eau potable. Certains abris ont désespérément besoin de réparations, notamment au niveau des toits, d'autant plus que de fortes pluies et des vents violents sont attendus le week-end du 2 au 4 juillet. Certains sites font état de problèmes de violence liée au genre (VBG) et d'exploitation et d'abus sexuels (EAS), ainsi que de tensions au sein des sites liées au manque de sécurité et à la violence dans les environs. De tels incidents ont été signalés au centre sportif Carrefour, à l'église St Yves et à Delmas 103.

A ce jour, une solution alternative pour accueillir temporairement les personnes déplacées sur d'autres sites collectifs n'a pas encore été trouvée. Quelques familles ont quitté ces sites sur une base volontaire pour se rendre à Cabaret. Selon la Fédération haïtienne des associations et institutions pour personnes handicapées (FHAIPH), d'autres familles ont peur de s'y installer en raison d'incidents antérieurs de violence contre les personnes handicapées. D'après les données DTM recueillies par l'OIM, moins de cinq pour cent des déplacés internes ont l'intention de retourner dans leur résidence d'origine. La majorité (environ 60 %) a exprimé le désir d'être relocalisée dans le département de l'Ouest dès que possible.

Afin d'initier la relocalisation des personnes déplacées dès que possible, la Task Force du gouvernement a lancé l'élaboration d'un plan avec le soutien d'un groupe de travail dédié composé d'autorités nationales et de partenaires internationaux. Afin de faire avancer le plan, il est toutefois nécessaire de réaliser un recensement actualisé, de coordonner l'aide financière et logistique et d'établir une communication solide avec les personnes déplacées afin de mieux comprendre leur situation.

Pour plus d'informations sur les besoins spécifiques, veuillez-vous référer à la section ci-dessous sur les besoins humanitaires et les activités de réponse par secteur.

## FINANCEMENT

Malgré l'aide financière apportée par plusieurs bailleurs pour financer les activités de réponse, les ressources limitées restent une contrainte importante pour les efforts de réponse, car les besoins continuent de croître avec la détérioration continue de la situation sur le terrain. Les besoins immédiats en financement humanitaire sont estimés à 10 millions de dollars US ; cependant, à ce jour, seuls 2,7 millions de dollars US ont été mobilisés, ce qui laisse un déficit de financement de plus de 70 %. L'Équipe humanitaire de pays (HCT) a soumis une demande de réponse rapide au Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) pour un million de dollars US afin d'aider à intensifier immédiatement la fourniture d'une assistance et d'une protection vitales aux personnes déplacées.

Les besoins financiers pour l'urgence sont en cours d'examen suite à une réunion avec la Task Force du gouvernement. On s'attend à ce que la situation et donc les opérations de réponse se poursuivent pendant trois mois, y compris le soutien d'urgence aux sites de personnes déplacées et les activités de relocalisation, créant un besoin important de financement supplémentaire pour répondre aux besoins croissants et aux risques de protection des personnes déplacées par la crise en cours.

## RÉPONSE HUMANITAIRE

La réponse humanitaire est menée en étroite coordination avec diverses institutions nationales, telles que la Protection Civile (DGPC), le Ministère de la Santé (MSPP), l'Office National des Migrations (ONM) et l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics (UCLBP), afin de s'assurer qu'une image opérationnelle commune de l'évolution de la situation est établie, y compris l'identification des besoins humanitaires et de protection, les lacunes de la réponse et les actions prioritaires. Ce faisant, les activités de la communauté humanitaire continueront de compléter efficacement les efforts de réponse nationaux afin de promouvoir la fourniture efficace et bien ciblée de l'aide aux personnes qui en ont le plus besoin.

Les autorités nationales et locales et les partenaires humanitaires, y compris les ONG internationales et nationales et les agences des Nations Unies, fournissent une assistance vitale dans les sites de personnes déplacées qui sont actuellement accessibles (Carrefour Sport Centre, St Yves Church, Delmas 103). L'assistance comprend la fourniture d'eau potable, de nourriture, d'articles non alimentaires, de services et de fournitures de santé, de soutien psychosocial et de protection contre les exploitations et abus sexuels (EAS). Les activités de réponse suivantes sont mises en œuvre par les partenaires sectoriels respectifs.

### Gestion et Coordination des Camps

#### Besoins :

Il est nécessaire d'augmenter le niveau de sécurité dans les communautés entourant les abris et d'améliorer la fourniture d'une assistance et de services médicaux et de protection aux personnes affectées, y compris la relocalisation des personnes déplacées dans des espaces sûrs et dignes. Un suivi est nécessaire auprès des familles prêtes à être relogées dans des familles d'accueil ou chez des proches dans d'autres régions. Au sein des communautés et des sites de déplacement, un meilleur suivi des mouvements des personnes déplacées est nécessaire.

#### Réponse :

L'OIM enregistre les PDIs dans différents endroits par le biais du DTM et continuera à les enregistrer dans d'autres sites accessibles dans les jours à venir. Les points focaux de l'OIM sont présents sur tous les sites et apportent leur soutien aux efforts de coordination de la DGPC.

L'enquête sur le marché locatif dans le département de l'Ouest est en cours et la stratégie de relocalisation/retour des personnes déplacées est en discussion avec le gouvernement.

Le groupe de travail CCCM, codirigé par le gouvernement et l'OIM, a tenu des réunions de coordination au niveau national le 28 juin. Les réunions sont convoquées deux fois par semaine dans le but de mieux coordonner la réponse globale. En moyenne, 25 organisations participent activement à ces réunions.

#### Lacunes et contraintes :

Les différentes approches CCCM utilisées par les partenaires, qui ne contactent pas les comités de coordination locaux avant d'entrer sur les sites, causent des problèmes dans la gestion des camps. Les réunions de coordination sur place doivent être renforcées afin d'améliorer la coordination des activités.

Plusieurs organisations procèdent à leurs propres enregistrements malgré la disponibilité des données et informations existantes de l'OIM, plaçant les PDI dans des situations stressantes et déclenchant des mouvements entre les sites et au sein des communautés.

Des niveaux croissants de violence et de désordre ont été observés pendant la nuit au centre sportif de Carrefour et à Delmas 103. Des personnes armées pénètrent par la force dans les sites et menacent les déplacés internes, ce qui renforce la nécessité de renforcer la sécurité sur les sites de déplacement.

## Cash/Vouchers

### Besoins :

Des discussions sont en cours avec la Task Force du gouvernement sur la meilleure approche pour soutenir la relocalisation des personnes déplacées. La fourniture d'une aide au retour ou à la réinstallation et d'activités génératrices de revenus est envisagée.

### Réponse :

L'Association des Volontaires du Service International (AVSI), avec le soutien de l'UNICEF/GPE, fournit des transferts conditionnels d'argent liquide à plus de 2 000 ménages ayant des enfants d'âge scolaire dans le département de l'Ouest, y compris les enfants des PDI. L'OIM, soutenue par ECHO, pourrait éventuellement apporter un soutien à 300 familles vulnérables en leur fournissant une aide en espèces pour le loyer et le logement.

### Lacunes et contraintes :

Les ressources pour financer adéquatement le programme de relocalisation seront essentielles pour soutenir la relocalisation rapide et efficace des personnes déplacées.

## Éducation / Protection de l'enfant / Communication avec les Communautés

### Besoins :

De nombreux enfants issus des zones de conflit ont été traumatisés. Ceux qui se trouvent sur les sites et ceux qui sont hébergés temporairement par des proches ont un besoin urgent de soutien psychosocial et de santé mentale. Des espaces adaptés aux enfants doivent être créés pour faciliter les activités récréatives et des actions de sensibilisation visant à promouvoir un changement de comportement doivent être mises en œuvre, notamment sur les questions d'hygiène, de santé et de protection. De plus, un plan de réponse immédiate en matière d'éducation doit être développé (par le biais d'argent liquide, de classes de rattrapage, d'inclusion dans les écoles des quartiers d'accueil, de programmes de retour à l'école, etc.) pour des dizaines de milliers d'enfants dans les zones affectées.

### Réponse :

L'UNICEF/GPE soutient l'Université Quisqueya dans l'organisation de classes de rattrapage pour les enfants et les adolescents en 9<sup>ème</sup> année et en dernière année d'école secondaire en préparation des examens officiels en juillet. Plus de 5 000 enfants vulnérables de Martissant, Fontamara, Village de Dieu et Cité Soleil sont visés.

L'UNICEF fournit également un soutien psychosocial et organise des classes de rattrapage pour plus de 300 enfants de Tabarre Issa par l'intermédiaire du CSO Kids Club. À Bel-Air, des cours de rattrapage continuent d'être dispensés à 120 adolescents et jeunes de 12 à 19 ans, et 240 enfants de 12 ans ou moins bénéficient d'une éducation alternative dispensée en collaboration avec le partenaire local IDEJEN.

### Lacunes et contraintes :

Il est urgent de mener une évaluation des besoins axée sur les enfants en âge d'être scolarisés afin de mieux comprendre les différentes situations et les goulots d'étranglement qui existent afin de leur fournir un environnement sûr et de les préparer à la rentrée scolaire de septembre. Certains sites ne disposent pas de suffisamment d'espaces appropriés pour la mise en place d'espaces d'apprentissage temporaires.

En raison de l'accès limité aux sites, il a été difficile d'identifier des organisations qui les connaissent déjà et peuvent mener des évaluations en collaboration avec la DGPC. Bien que des données concrètes ne soient pas disponibles, on estime que plus de 5 000 enfants ont besoin d'aide et qu'il y a un déficit financier à combler pour les atteindre tous.

## Sécurité Alimentaire

### Besoins :

Près de 5 300 personnes abritées dans des sites de déplacés dépendent de l'aide alimentaire de partenaires tels que le PAM et le Fonds d'assistance économique et sociale (FAES) pour recevoir au moins deux repas par jour.

Fournir un soutien à l'école de Komiked, à l'Armée du Salut et aux sites de Delmas 4 s'est avéré compliqué à organiser en raison de l'accès limité qui restreint la livraison de nourriture.

### Réponse :

Le PAM a fourni près de 5MT de nourriture à l'OCCED'H pour préparer et distribuer deux repas chauds par jour pendant une semaine à 1500 personnes déplacées à l'école Komiked à Delmas 2.

La DGPC et les autorités locales, en étroite collaboration avec le PAM, continuent à distribuer deux repas chauds par jour à 1 500 personnes sur le principal site de déplacement de Carrefour. FAES distribue de la nourriture aux personnes abritées sur les sites de déplacement de Carrefour, Delmas 103 et l'église St Yves.

World Renew a distribué un mois de nourriture et d'eau potable aux familles d'accueil à Bas-Delmas.

## Santé

### Besoins :

Les premières évaluations réalisées dans les différents sites de déplacés ont permis d'identifier les besoins sanitaires suivants : la prise en charge des personnes vulnérables ayant des besoins sanitaires spécifiques (femmes enceintes et allaitantes, personnes âgées, jeunes adolescents et enfants de moins de cinq ans), la mise en place de mesures de lutte contre le COVID-19, le renforcement des institutions sanitaires locales pour fournir des soins gratuits aux malades et le soutien au transfert des femmes enceintes et des urgences sanitaires graves vers l'hôpital local.

À l'église Saint-Yves, les mauvaises conditions d'hygiène et la surpopulation pourraient causer divers problèmes de santé, selon MSF Hollande. Plusieurs cas de diarrhée ont déjà été signalés. De plus, les mesures préventives pour le COVID-19 ne peuvent être appliquées/respectées (distance/masques), augmentant ainsi le risque de transmission du COVID-19 et d'autres maladies.

Une clinique mobile pourrait être nécessaire pour fournir des soins de santé primaires et d'éventuelles références, définir la couverture vaccinale et identifier les cas de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans.

### Réponse :

World Renew a distribué un mois de serviettes hygiéniques pour les femmes et les adolescentes ainsi que des kits de prévention du COVID-19 à 750 personnes affectées à Bas-Delmas.

A partir du 5 juillet, l'OPS/OMS apportera son soutien à la Direction de la Santé de l'Ouest (DSO), bras technique du MSPP dans le département de l'Ouest, pour mettre en place un centre COVID-19 afin d'effectuer un dépistage de masse, une recherche des contacts et une sensibilisation des personnes déplacées sur les mesures préventives contre le virus sur le site de Carrefour.

Par le biais d'une clinique mobile, l'UNFPA, en collaboration avec le Mouvement des femmes visionnaires d'Haïti (MOFAVIDA), a organisé des suivis pour les femmes enceintes, des soins cliniques et psychosociaux pour les victimes de violences sexuelles et sexistes et des activités de planification familiale deux fois par semaine à Carrefour. A Delmas, l'UNFPA s'est associé aux Centres de Développement et de Santé (CDS) pour mettre en place une clinique mobile le 25 juin qui a permis de toucher 23 femmes enceintes. D'autres cliniques mobiles sont prévues pour les jours à venir ainsi que des références à l'hôpital de Petite Place Cazeau.

En outre, des kits d'unité de naissance et des équipements de protection individuelle ont été distribués aux personnes touchées et d'autres apports sont en cours de préparation pour soutenir l'hôpital d'Arcachon 32. La DSO reste engagée à faciliter la prise en charge gratuite des patients à l'hôpital local d'Arcachon.

MSF avait initialement mis sa ligne d'urgence à la disposition du site de Carrefour et de l'hôpital de Martissant, en fournissant sa flotte d'ambulances pour la référence des cas médicaux graves et des incidents de VBG. Cependant, cette activité a été suspendue pendant une semaine suite à l'attaque du centre d'urgence de MSF.

Les transferts en ambulance des sites vers l'hôpital local pourraient être assurés par le CAN. Pour les déplacés de Carrefour, la DSO demandera la mise à disposition d'une ambulance CAN dédiée aux cas COVID-19 et étudie des solutions pour le transfert des patients vers l'Hôpital de référence communautaire (HCR) d'Arcachon.

**Lacunes et contraintes :**

L'urgence COVID-19 en cours et les préparatifs de la saison des ouragans retardent la mobilisation du personnel pour répondre aux besoins des personnes déplacées. Il est difficile d'accéder aux zones touchées en raison de la violence et de l'insécurité, ce qui rend difficile la disponibilité des ambulances pour transférer les patients. Il y a un manque de ressources financières disponibles pour répondre aux besoins médicaux des institutions de santé communautaires, l'OPS/OMS redirigeant des fonds d'autres programmes à cette fin.

 **Nutrition**
**Besoins :**

Tous les sites de déplacés ont un besoin urgent de services de nutrition renforcés pour les enfants déplacés. Le dépistage de la malnutrition et le référencement des enfants de moins de 5 ans sont nécessaires. En outre, il est nécessaire d'éduquer les mères sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, l'hygiène et les mesures préventives COVID-19 et l'alimentation complémentaire pour les enfants de 6 à 23 mois.

**Réponse :**

Au Centre sportif de Carrefour, une clinique mobile est en activité depuis le 10 juin, fournissant des services de nutrition et de soins de santé grâce au soutien du partenaire local de l'UNICEF, le Réseau des femmes compétentes d'Haïti (REFKAD). Le dépistage et le traitement des enfants souffrant de malnutrition sont désormais effectués deux fois par semaine. L'UNICEF a également fourni des produits nutritionnels pour soutenir les efforts d'intervention.

Le PAM a livré près de 0,65 Mt de Super Céréales (CSB) financées par l'USAID pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes afin de prévenir la malnutrition. Les partenaires de mise en œuvre ont été formés à la préparation des CSB, qui sont actuellement distribués sur les sites de déplacement à Carrefour et Delmas.

**Lacunes et contraintes :**

Les difficultés d'accès aux routes dues à la présence de gangs armés empêchent la livraison de fournitures nutritionnelles aux centres de santé. En outre, le manque de financement retarde la mise en œuvre des interventions nutritionnelles sur les sites de déplacés de Bas Delmas et Delmas 103.

 **Protection**
**Besoins :**

L'OIM a procédé à des enregistrements sur tous les sites de déplacement, ce qui a permis d'identifier les besoins et les vulnérabilités spécifiques de la population déplacée. Le processus d'enregistrement a permis d'identifier plusieurs groupes vulnérables, notamment les enfants (1 340), les femmes enceintes ou allaitantes (103), les personnes âgées (156), les personnes handicapées (274) et les personnes atteintes de maladies chroniques (328).

Les problèmes de protection les plus urgents concernent les personnes handicapées qui ont fui le Camp Lapiste et ont depuis trouvé refuge dans une école à Delmas 103 et dans l'église St Yves. Ces deux sites sont surpeuplés et confrontés à de graves limitations de l'accès à l'eau et à l'assainissement, ce qui crée des risques sanitaires supplémentaires dans le contexte de la pandémie. En outre, il y a de sérieuses inquiétudes concernant la violence liée au sexe, car la séparation des personnes hébergées par ménage, sexe ou âge n'a pas été possible.

**Réponse :**

Afin d'atténuer les effets de l'insécurité et de la violence croissantes sur l'accès aux services essentiels, l'UNFPA continue de travailler avec les partenaires d'exécution, notamment la Fondation Toya, pour garantir l'accès à leurs services psychosociaux via une ligne d'assistance téléphonique et une application Google Play appelée Alo Toya.

Après avoir reçu des allégations de violences sexuelles, et face à la réticence des survivants à déposer des plaintes officielles, l'UNFPA a lancé une enquête sur la VBG et la santé sexuelle et reproductive qui sera réalisée par des travailleurs communautaires à l'aide de KoBo Toolbox, ce qui permettra de collecter et d'analyser les données en temps réel. Il est inquiétant de constater que des allégations d'EAS ont également été formulées à l'encontre de travailleurs humanitaires. Les partenaires organisent des sessions de formation et de sensibilisation à l'EAS, fournissent des dépliants informatifs, des affiches et du matériel audio pour les malvoyants, en particulier sur les sites de Delmas 103 et de l'église Saint-Yves.

En raison de la situation critique sur le site de Delmas 103, et des difficultés rencontrées pour assurer des conditions appropriées et la prestation de services, l'OIM a identifié la relocalisation des personnes hébergées comme une action



prioritaire. Six familles auraient quitté le site pour la région de Cabaret. L'OIM organisera des sessions de sensibilisation sur les procédures de relocalisation et fournira la documentation appropriée aux personnes déplacées. En outre, l'OIM effectuera une mission pour évaluer les conditions et les besoins sur le site.

De plus, les PDIs d'autres sites, déplacés par des épisodes de violence récents et passés, ont commencé à partir ou ont exprimé leur intérêt à se relocaliser. Ainsi, l'OIM mène actuellement des sessions de sensibilisation avec les personnes déplacées de Bel-Air sur trois sites (Lakou Mouzen, Fort National et Poste Marchand). Au total, 65 familles ont confirmé avoir trouvé un nouvel endroit pour se loger.

L'OIM délivre une formation PSEA à tous les acteurs travaillant/volontaires dans la gestion du site du centre sportif Carrefour.

#### **Lacunes et contraintes :**

Les contraintes permanentes d'accès, dues à l'escalade de la violence et de l'insécurité sur les sites ou le long des routes, continuent d'être le problème le plus urgent auquel est confronté le personnel humanitaire. Le 26 juin, des gangs ont intensifié leur violence insensée à l'encontre des civils et des infrastructures publiques en déclenchant délibérément des tirs sur un hôpital humanitaire à Martissant.



#### **Besoins :**

L'église Saint-Yves est surpeuplée et manque de services de base tels que l'eau, les toilettes et des espaces de couchage adéquats. De nombreuses personnes dorment dans la cour de l'église sans avoir accès à aucune installation. Le site de Delmas 103, quant à lui, n'est pas adapté pour accueillir des personnes vulnérables, notamment des personnes handicapées. Malgré les efforts des partenaires pour améliorer les conditions sur le site, l'espace reste inadéquat pour abriter les personnes déplacées.

#### **Réponse :**

Plusieurs kits d'hygiène, couvertures, jerrycans et matelas ont été livrés sur la quasi-totalité des sites organisés. La situation est très instable et de nouvelles personnes déplacées cherchent chaque jour à se réfugier dans les abris. Un mécanisme d'entrée/sortie est en cours d'établissement par l'OIM.

Des travaux sont prévus pour réparer temporairement le toit de Delmas 103. Cependant, cette solution laisse le toit incapable de résister aux fortes pluies et aux vents violents associés à la tempête tropicale.

L'OIM a planifié des distributions à Bas Delmas en collaboration avec l'Armée du Salut et la Croix-Rouge haïtienne.

#### **Lacunes et contraintes :**

Plusieurs partenaires ont déjà utilisé leurs AnA prépositionnés pour la saison des ouragans. Cela laissera un vide important dans les capacités de réponse s'ils ne sont pas immédiatement réapprovisionnés, avec la formation de la tempête tropicale Elsa créant un degré d'urgence supplémentaire.



#### **Besoins :**

La situation WASH du site de relocalisation des personnes handicapées et de leurs familles à Delmas 103 est désastreuse, sans eau potable et avec une fourniture intermittente d'eau par le réseau de la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA). Le site compte actuellement quatre latrines fortement dégradées, totalement pleines et non hygiéniques, sans possibilité de vidange mécanique en raison de l'espace limité. De plus, il n'y a pas de stations de lavage des mains ni de système de gestion des déchets en place, mettant en danger la santé des personnes déplacées.

Sur le site de Carrefour, des besoins importants en WASH subsistent malgré tout le soutien apporté par les partenaires. La fourniture d'eau à usage domestique a été perturbée en raison de la panne du camion de la DGPC, entraînant une surconsommation d'eau potable déjà limitée à d'autres fins.

#### **Réponse :**

L'UNICEF s'est associé à Solidarités Internationales pour installer deux réservoirs de 1 000 gallons remplis d'eau potable pour les personnes déplacées de Delmas 103, complétés par la distribution de seaux et de jerrycans. Sur le même site,

l'autorisation requise a été reçue pour la vidange manuelle et la réhabilitation des quatre latrines pendant la période du couvre-feu nocturne. Cependant, ce processus a été reporté à plusieurs reprises par l'entreprise engagée par Solidarités et devait être terminé le 30 juin.

Avec le soutien de l'UNICEF, Solidarités Internationales se prépare à construire deux douches et à installer un réservoir de 600 gallons pour renforcer les capacités de stockage d'eau du site. En outre, du matériel de gestion des déchets et des poubelles seront fournis et un dispositif de lavage des mains avec du savon sera installé.

L'UNICEF a aidé la DINEPA à poursuivre la fourniture régulière d'eau potable à Carrefour et à remplir le réservoir d'eau pour les usages domestiques. Sur le site de St Yves, MSF Hollande a installé des vessies et fournit de l'eau potable.

#### **Lacunes et contraintes :**

La détérioration de la situation sécuritaire et les restrictions qui en découlent continuent de limiter l'accès des organisations humanitaires aux sites de déplacement et aux personnes affectées qui ont cherché un abri en dehors de ces sites. Les conditions inadéquates à Delmas 103 restent un défi majeur pour les travaux de construction et de réhabilitation WASH ainsi que pour la promotion régulière de l'assainissement et de l'hygiène. La relocalisation rapide de la population déplacée hébergée sur ce site reste une priorité.

## Logistique

#### **Besoins :**

L'accès inconditionnel aux quartiers touchés est nécessaire pour une livraison efficace de l'aide ainsi que pour l'identification et le suivi des besoins. Dans la mesure du possible, des itinéraires alternatifs doivent être identifiés pour acheminer l'aide à la population touchée.

#### **Réponse :**

Suite à une demande des partenaires humanitaires, y compris l'OIM et l'UNICEF, le PAM a assuré le transport terrestre des produits non alimentaires vers les sites de déplacement autour de Port-au-Prince. A ce jour, 67m<sup>3</sup> d'aide humanitaire ont été livrés.

Les ponts aériens de l'UNHAS transportant l'aide et les équipements vitaux vers les zones touchées sont effectués depuis Port-au-Prince et d'autres endroits du pays, fournissant un soutien essentiel à la communauté humanitaire pour répondre à l'urgence en cours. Les livraisons d'aide sont également effectuées par la route lorsque la situation sécuritaire et les barrages routiers le permettent.

L'UNHAS a inclus Gressier - une commune située à l'ouest des principaux sites de déplacement - comme une destination répertoriée. Cela permet aux clients enregistrés de réserver des passagers et du fret à destination de Gressier via la plateforme de réservation habituelle. Pour plus d'informations, veuillez contacter le coordinateur du secteur logistique.

#### **Lacunes et contraintes :**

Les capacités de l'UNHAS et des transporteurs privés ont été saturées en raison de la demande croissante de vols spéciaux par les organisations opérant dans la partie sud du pays. Les pénuries de carburant continuent d'entraver les opérations qui nécessitent des véhicules, des générateurs pour faire fonctionner les équipements nécessaires, la chaîne du froid pour les pharmacies et les usines à oxygène, entre autres. La situation sécuritaire continue d'affecter les opérations portuaires, réduisant l'accès et le dédouanement des fournitures de secours entrantes, y compris les produits alimentaires et non alimentaires.

Des contraintes logistiques sont rencontrées dans la fourniture de transport routier pour le personnel et les marchandises de Port-au-Prince au site de déplacement de Carrefour et de la zone d'atterrissage d'hélicoptère de Gressier à Carrefour.

L'accès aux terminaux portuaires de Thor, Varreux et Lafito - situés dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince - reste limité, ce qui entrave la distribution de carburant et d'autres produits de base au niveau national.